

Comptes semestriels au 30 juin 2009

I - Rapport d'activité semestriel

Chiffres clés

Compte de résultat En milliers d'euros	30/06/2009 6 mois	30/06/2008 6 mois	31/12/2008 12 mois
Chiffre d'affaires	15 140	15 145	32 178
Résultat opérationnel courant	622	-129	2 522
Résultat opérationnel	622	-129	1 869
Résultat net Part du Groupe	285	-55	1 210

Bilan En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Capitaux Propres	17 194	16 173	17 411
Actif courant	18 561	17 101	21 260
Passif courant	14 282	14 607	16 624
Total Bilan	32 965	32 451	35 607

Chiffre d'affaires et résultat consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 15 140 K€ contre 15 145 K€ pour le 1^{er} semestre 2008.

Par nature de vente, le chiffre d'affaires se répartit de la façon suivante :

En milliers d'euros	1er semestre 2009	%	1er semestre 2008	%	Croissance En %
Licences	3 137	21%	2 499	16%	26%
Services associés	4 870	32%	4 698	31%	4%
Maintenance	3 810	25%	3 911	26%	-3%
Total édition de logiciels	11 817	78%	11 109	73%	6%
Intégration de services	3 127	21%	3 569	24%	-12%
Revente de services	196	1%	467	3%	-58%
Total Global Services	3 323	22%	4 037	27%	-18%
Total	15 140	100%	15 145	100%	Ns

La part de l'édition de logiciels dans l'activité du groupe passe de 73% à 78% en hausse de 6% sur la période. Cette croissance s'explique à la fois par une activité soutenue sur les ventes de licences (+26 %) mais également par un effet lié à un 1^{er} semestre 2008 relativement faible. La part représentée par les services associés et la maintenance est stable malgré un démarrage tardif en début d'année de quelques projets

Dans un contexte toujours très tendu sur le secteur, le chiffre d'affaires « Global Services » au 1er semestre 2009 est en diminution de 18 % par rapport à la même période en 2008. Néanmoins, Coheris a adapté le niveau des effectifs à la nouvelle donne du marché permettant ainsi de maintenir de bons taux d'activité.

Le résultat opérationnel consolidé s'établit à 622 K€ contre -129 K€ en 2008.

La répartition du résultat consolidé par division opérationnelle est donnée par le tableau ci-dessous :

en milliers d'euros	e-Services Île de France		Software Île de France		Total Île de France		Régions		International		Total consolidé	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Chiffre d'affaires	1 942	2 540	10 742	10 390	12 684	12 930	1 860	1 522	596	693	15 140	15 145
Résultat opérationnel courant	-251	-207	1324	390	1 074	183	-286	-176	-166	-136	622	-129
Marge en % du CA	-13%	-8%	12%	4	8%	1%	-15%	-12%	-28%	-20%	4%	-1%

Le résultat opérationnel du 1^{er} semestre ressort à 4 % du chiffre d'affaires pour s'établir à 622 K€. Il s'explique principalement par :

- La bonne croissance des ventes de licences et le maintien des ventes de maintenance et prestations associées,
- Une réduction de la masse salariale de 328 K€ et une bonne maîtrise de charges externes qui apparaissent en diminution de 313 K€.
- La contribution au résultat opérationnel de l'activité « global services » (après répartition des charges de structure du Groupe) encore négative malgré le maintien des marges sur les projets,
- Les difficultés à l'international à atteindre un niveau de chiffre d'affaires permettant d'obtenir la rentabilité.

Le coût de l'endettement financier net de - 59 K€ s'explique principalement par la chute des taux servis sur les placements de trésorerie.

Le résultat net consolidé ressort ainsi à 285 K€ contre -55 K€ en 2008.

L'effectif du groupe au 30 juin 2009 est de 326 collaborateurs contre 337 au 30 juin 2008.

Investissements :

Les investissements de la période se sont élevés à 1 781 K€ dont 1 637 K€ ont été investis en développement sur les logiciels de Coheris dans les domaines du CRM, de la Business Intelligence et du Datamining (contre 1 613 K€ au premier semestre 2008 dont 1 456 K€ en développement logiciels).

Perspectives de fin d'année.

Au deuxième semestre 2009, la société entend poursuivre la croissance de ses ventes de licences tout en maintenant un bon niveau des services associés et des maintenances permettant de conforter le modèle économique du Groupe et d'asseoir son recentrage sur le métier de l'édition de logiciels.

Dans ce contexte, et compte tenu de la conjoncture toujours très difficile sur ce secteur, Coheris étudiera toutes les opportunités en vue de la cession de l'activité Global Services.

La société précise toutefois que, de par la nature de son activité, une incertitude pèse sur l'activité de vente de licences compte tenu principalement des cycles de décision de ses clients qui peuvent potentiellement décaler dans le temps l'enregistrement de certaines ventes identifiées.

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est confronté sont détaillés dans la section 4. "Facteurs de risques" du document de référence 2008 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 juin 2009. Ces risques n'ont pas évolué de façon significative au cours de la période.

II – Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Écarts d'acquisitions	8 106	8 673	8 106
Immobilisations incorporelles	4 930	4 935	4 869
Immobilisations corporelles	474	725	566
Immobilisations financières	627	479	486
Actifs d'impôts différés	267	538	320
ACTIF NON COURANT	14 404	15 350	14 347
Stocks et en-cours	83	41	60
Clients et comptes rattachés	10 614	11 338	16 331
Autres créances et comptes de régularisation	1 963	2 446	2 742
Disponibilités	5 901	3 276	2 127
ACTIF COURANT	18 561	17 101	21 260
TOTAL DE L'ACTIF	32 965	32 451	35 607

PASSIF (en milliers d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Capital	2 245	2 245	2 245
Réserves liées au capital	718	7 654	7 656
Titres auto détenus	-622	-538	-538
Réserves et résultats consolidés ⁽¹⁾	14 924	6 864	8 135
Écarts de conversions	-71	-52	-87
Capitaux propres - part du groupe	17 194	16 173	17 411
Intérêts minoritaires			
CAPITAUX PROPRES	17 194	16 173	17 411
Emprunts et dettes financières (> 1an)	95	242	96
Passif d'impôts différés	1 126	1 053	1 094
Provisions pour risques et charges	268	376	382
Autres passifs non courants			
PASSIF NON COURANT	1 489	1 671	1 572
Emprunts et dettes financières (< 1an)	458	370	447
Fournisseurs et comptes rattachés	2 148	1 917	2 279
Autres dettes et comptes de régularisation	11 676	12 320	13 898
PASSIF COURANT	14 282	14 607	16 624
TOTAL DU PASSIF	32 965	32 451	35 607
⁽¹⁾ Dont résultat de l'exercice	285	-55	1 210

III – Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Chiffre d'affaires	15 140	15 145	32 178
Autres produits de l'activité	1 800	1 661	3 689
Achats et services extérieurs	-2 929	-3 371	-6 648
Charges de personnel	-10 794	-11 122	-22 374
Impôts et taxes	-477	-493	-935
Dotations aux amortissements	-1 752	-1 737	-3 459
Dotations aux provisions	-214	-69	-102
Autres produits et charges d'exploitation	- 152	-143	173
Résultat opérationnel courant	622	-129	2 522
Autres produits et charges opérationnels		0	-653
Résultat Opérationnel	622	-129	1 869
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	17	57	99
Coût de l'endettement financier brut	-75	-17	-32
Autres produits et charges financiers	-1	-6	3
Coût de l'endettement financier net	-59	34	70
Charges d'impôt	-278	40	-729
Résultat Net	285	-55	1 210
Part du groupe	285	-55	1 210
Intérêts minoritaires			
Nombre d'actions retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075	5 613 075
RNPG par action	0,05	N/S	0,22
Nombre d'actions diluées retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075	5 613 075
RNPG dilué par action	0,05	N/S	0,22

V - Tableau de flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	30/06/09	30/06/08	31/12/08
Résultat net consolidé	285	-55	1 210
Dotations nettes aux amortissements et provisions	1 853	1 654	3 805
Charges et produits liés aux stocks-options			
Autres produits et charges calculés			
Plus et moins values de cession	-11	-8	86
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	2 127	1 591	5 101
Coût de l'endettement financier net			
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	278	-40	729
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	2 405	1 551	5 830
Impôt versé (B)	-191	-40	-552
Variation du BFR lié à l'activité (C)	5 158	1 347	-1 861
Flux de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	7 372	2 858	3 417
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Corp. et incorp.	-1 751	-1 613	-3 250
Encaissements liés aux cessions d'immo. Corp. et incorp.		12	14
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Financières	-144	-10	-410
Encaissements liés aux cessions d'immo. Financières	3	90	92
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)	-1 892	-1 521	-3 554
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options			
Rachats et reventes d'actions propres (1)	-84	-123	-122
Augmentation de capital			
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 439	-657	-657
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		33	33
Remboursement d'emprunts	- 1380	-466	-141
Intérêts financiers nets versés			
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-1 903	-1 214	-887
Variation de trésorerie nette (D+E+F)	3 577	123	-1 024
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2 123	3 147	3 147
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	5 700	3 270	2 123

⁽¹⁾ solde des achats d'actions propres et des transferts pour règlement d'earn-out.

VI – Annexe aux comptes consolidés

Les notes sont regroupées sous les titres suivants:

1	Principes et méthodes comptables utilisés	7
1.1	Périmètre de consolidation	7
1.2	Méthodes d'évaluation	8
1.2.1	Principes	8
1.2.2	Règles et méthodes comptables	8
1.2.3	Calcul du résultat par action	10
1.2.4	Conversion des comptes des sociétés étrangères	10
2	Écarts d'acquisition	10
3	Immobilisations incorporelles	10
4	Créances d'exploitation	10
5	Variation des capitaux propres	11
6	Etat des produits et charges comptabilisés	12
7	Provisions risques et charges	12
8	Emprunts et dettes financières	12
9	Information sectorielle	12
10	Effectif	13
11	Impôt sur les sociétés	13
12	Transactions avec les parties liées	13
13	Engagements hors bilan	13
14	Rapport du responsable du rapport semestriel d'activité	13

Les informations sont exprimées en milliers d'euros sauf pour le résultat par action.

1 Principes et méthodes comptables utilisés

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Coheris pour l'exercice se terminant le 30 juin 2009 comprennent la société et ses filiales et sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Coheris n'a pas anticipé de norme, amendement et interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2009.

Conformément à la norme IAS 1 révisée, le résultat net global est présenté dans deux états séparés : le compte de résultat et l'état des produits et charges comptabilisés –note 6– (incluant les gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres).

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que les normes, amendements et interprétations, non encore validées par l'Union Européenne sont sans incidences sur les comptes du groupe Coheris. Les états financiers intermédiaires ont été arrêtés par le conseil d'administration du 16 septembre 2009.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

La présentation d'états financiers consolidés intermédiaires, nécessite le recours à des analyses fondées sur des évaluations et des hypothèses qui ont une incidence sur les produits, les charges, actifs, passifs du groupe. Ces évaluations sont basées sur les expériences acquises par le groupe, et d'autres facteurs jugés raisonnables selon les circonstances actuelles. Les résultats réels pourront différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires, les impôts différés actifs, les tests de valeurs sur les actifs, et les provisions.

Il convient de noter que la société ne procède pas à l'estimation chiffrée du crédit d'impôt recherche lors de l'arrêté semestriel, par conséquent aucun crédit d'impôt recherche n'est comptabilisé dans les états financiers intermédiaires.

1.1 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Société	% contrôle	% intérêt	Méthode	Date d'entrée
Coheris SA	Mère	Mère		
Coheris Rhône Alpes	100 %	100 %	I.G.	01/01/2001
Coheris GmbH	100 %	100 %	I.G.	01/04/2000
Coheris Benelux	100 %	100 %	I.G.	20/07/2000
Coheris Suisse	100 %	100 %	I.G.	01/10/2000
Coheris InfoCat Ltd	100 %	100 %	I.G.	30/06/2002
DATAxpresso	100 %	100 %	I.G.	01/03/2007
Coheris Harry	100 %	100 %	I.G.	01/10/2004
Coheris FDV	100 %	100 %	I.G.	01/01/2006

1.2 Méthodes d'évaluation

1.2.1 Principes.

Les principes suivants ont notamment été appliqués :

- prudence,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- continuité de l'exploitation,

1.2.2 Règles et méthodes comptables

Écarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion d'une prise de participation, définis comme la différence entre le coût d'acquisition (frais compris) des titres et la quote-part acquise dans la situation nette retraitée de la société consolidée estimée à la date d'acquisition, sont affectés aux postes appropriés du bilan consolidé.

Les écarts d'acquisition positifs résiduels sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Les tests de valorisation sont mis en œuvre au 31 décembre de chaque année selon la méthode de l'actualisation des cash flows futurs (DCF) dont les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- élaboration d'un Business Plan à 5 ans
- taux de croissance à l'infini à 2% au-delà
- taux d'actualisation indexé sur le taux sans risque OAT à 10 ans, la prime de risque du secteur et le Bêta de la société

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement :

- les frais de développement : ils sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges. Lors de chaque arrêté les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Ils sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- des licences intégrées dans les logiciels produits. Elles sont évaluées au coût d'acquisition. Elles sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureaux comptabilisés à leur coût historique et ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

Logiciels	3 ans linéaire
Installations	5 ans linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 ans linéaire
Mobilier de bureau	2 à 7 ans linéaire

Les immobilisations acquises par voie de crédit bail sont immobilisées.

Immobilisations financières

Elles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire de la participation, susceptible d'être déterminée d'après plusieurs critères (capitaux propres, plus values latentes, rentabilité, perspectives,...) est inférieure à la valeur comptable.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

Les prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

L'activité Édition de Logiciels faisant généralement l'objet de contrats distincts de licence et de maintenance d'une part et de services associés d'autre part, les droits d'utilisation (licences revendues ou licences de produits Coheris, HARRY Software, SPAD ou FDV Concept) sont comptabilisées dès leur livraison.

Dans le cas où les services associés sont considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel, le projet est considéré dans son ensemble et est comptabilisé suivant la méthode à l'avancement.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur de marché en fin de période.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges identifiés à la clôture de l'exercice, mais dont la réalisation est incertaine font l'objet de provisions ; il s'agit plus particulièrement :

- des litiges,
- des pertes et pénalités probables sur les contrats en cours,
- des indemnités de fin de carrière. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au delà.

Paiement en actions

Les options attribuées à compter du 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1^{er} janvier 2005 ont été prises en compte soit le plan VI du 5 août 2004 et le plan VII du 4 mai 2006.

Les bénéficiaires des options peuvent exercer leurs droits 4 ans après la date d'attribution et ce, pendant un délai de 3 ans, soit entre la 5^{ème} et la 7^{ème} année suivant l'attribution.

La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution a été effectuée en appliquant un modèle de type Black & Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'un ¼ par an prorata temporis la première année.

Impôts

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan consolidé et des déficits fiscaux dont la recouvrabilité est probable. Ils sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant les derniers taux d'impôts votés à la date de la clôture.

1.2.3 Calcul du résultat par action

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant la période.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé comme décrit ci dessus, y compris le nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée des options existantes. Ce calcul est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

1.2.4 Conversion des comptes des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères ont été convertis pour le bilan au cours de clôture et pour le compte de résultat au cours moyen de la période.

2 Écarts d'acquisition

Le montant net total des écarts d'acquisition ne varie pas comparativement au 31 décembre 2008 et ressort donc à 8 106 K€.

Aucun indice de perte de valeur n'a été détecté au 30 juin 2009.

3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles nettes passent de 4 869 K€ au 31 décembre 2008 à 4 930 K€ au 30 juin 2009.

Les investissements en recherche et développement ont été de 1 637 K€ et les amortissements correspondants de 1 541 K€.

4 Créances d'exploitation

Elles sont présentées nettes de provision.

Les provisions clients comptabilisées au 30 juin s'élèvent à 672 K€ de provisions sur les clients et 33 K€ sur les autres créances.

Les créances clients brutes s'élèvent à 11 283 K€.

5 Variation des capitaux propres

Ils évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2007 et 2008 et 30 juin 2009 :

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultat consolidés	Écart de conversion	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Au 31 décembre 2007	2 245	7 646	-416	7 594	-41	17 028	0	17 028
Gains nets sur actifs financiers								
Écart de conversion					-11	-11		-11
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					-11	-11		-11
Opération sur titres auto détenus			-123			-123		-123
Paiements fondés sur des actions		7				7		7
Versement du dividende				-673		-673		-673
Autres variations								
Résultat 1er semestre 2008				-55		-55		-55
Total des opérations avec les actionnaires		7	-123	-728		-844		-844
Au 30 juin 2008	2 245	7 653	-539	6 866	-52	16 173	0	16 173
Gains nets sur actifs financiers								
Écart de conversion					-35	-35		-35
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					-35	-35		-35
Opération sur titres auto détenus			1			1		1
Paiements fondés sur des actions		3				3		3
Versement du dividende				17		17		17
Affectation du résultat								
Autres variations				-13		-13		-13
Résultat 2ème semestre 2008				1 265		1 265		1 265
Total des opérations avec les actionnaires		3	1	1 269		1 273		1 273
Au 31 décembre 2008	2 245	7 656	-538	8 135	-87	17 411		17 411
Gains nets sur actifs financiers								
Écart de conversion					16	16		16
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					16	16		16
Opération sur titres auto détenus			-84			-84		-84
Paiements fondés sur des actions								
Affectation du résultat		-6 499		6 499		-		-
Versement du dividende		-439				-439		-439
Autres variations				5		5		5
Résultat 1er semestre 2009				285		285		285
Total des opérations avec les actionnaires		-6 938	-84	6 789		-244		-244
Au 30 juin 2009	2 245	718	-622	14 924	-71	17 194		17 194

6 Etat des produits et charges comptabilisés

1 ^{er} semestre 2008	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé	-55		-55
Ecarts de conversion	-11		-11
Autres			
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres	-11		-11
Total des produits et charges de la période	-66		-66
1 ^{er} semestre 2009	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé	285		285
Ecarts de conversion	16		16
Autres			
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres	16		16
Total des produits et charges de la période	301		301

7 Provisions risques et charges

Elles évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2008.

(en milliers d'euros)	31/12/2008	Dotation	Reprise	30/06/2008
Provisions pour risques et charges	382		113	268

Elles comprennent principalement la provision pour indemnités de fin de carrière pour 213 K€.

Les autres provisions se rapportant à des litiges en cours ne sont pas significatives.

Un litige opposant la société à un ancien dirigeant de filiale n'a pas fait l'objet de provision.

8 Emprunts et dettes financières

En K€	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	215	120	95	0
Emprunts et dettes financières divers	338	338		
Total	553	458	95	
⁽¹⁾ dont emprunts liés au crédit bail	70	70		

Les emprunts et dettes financières divers sont constitués principalement des comptes de participation des salariés.

9 Information sectorielle

Le tableau suivant présente la répartition primaire du résultat selon l'organisation de Coheris au 30 juin 2009.

(en milliers d'euros)	Île de France	Régions	International	Total consolidé
Produits externes	12 684	1 860	595	15 139
Produits intra secteurs	447	167	5	619
Résultat sectoriel courant	1 074	-286	-166	622
Résultat non courant				
Frais de siège non affectés				
Résultat sectoriel opérationnel	1 074	-286	-166	622
Coût de l'endettement financier net				-59
Charge d'impôt				-278
Résultat net				285

Les divisons géographiques regroupent les activités de Coheris de la manière suivante:

- Île de France comprend les activités d'édition de logiciels, de services et d'intégration de systèmes de Coheris, de Harry Software et de FDV Concept,
- Régions regroupe les activités de service et d'intégration de systèmes de Coheris Rhône Alpes,
- International regroupe les activités de service et d'intégration de systèmes des filiales implantées à l'étranger.

10 Effectif

L'effectif du groupe au 30 juin 2009 est de 326 collaborateurs contre 337 au 30 juin 2008.

11 Impôt sur les sociétés

Il se décompose comme suit en K€ :

Impôt dû	192
Impôt différé	86
Total	<u>278</u>

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective s'explique comme suit (en K€) :

Résultat consolidé avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition	563
Charge d'impôt théorique (taux d'impôt de Coheris : 33,33 %)	188
Déficits non activés	36
Différences permanentes	21
Impôt de distribution	24
Divers	9
Charge d'impôt effective	<u>278</u>

12 Transactions avec les parties liées

Au titre du premier semestre 2009, les rémunérations du comité de direction se sont élevées à 228 k€ dont 4 k€ d'avantages en nature.

Au cours du premier semestre 2009, la composition du comité de direction était la suivante :

- Fabrice Roux, Président Directeur Général,
- Eric d'Andigné de Beauregard, Directeur Général Délégué pôle CRM,
- Pierre Ausset, Directeur Général pôle BI
- Arnaud Créput, Directeur Financier jusqu'au 23 avril 2009 et Administrateur.

13 Engagements hors bilan

- Coheris a adressé une lettre de confort à la banque de Coheris Benelux, sans limitation de montant ni de durée.

14 Rapport du responsable du rapport semestriel d'activité

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Suresnes le 16 septembre 2009

Fabrice Roux
Président du Conseil d'Administration
Directeur Général

VII – Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société COHERIS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'Annexe aux comptes consolidés présentant les effets sur les comptes semestriels consolidés résumés de la première application de la norme IAS 1 révisée.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Courbevoie et Boulogne-Billancourt, le 16 septembre 2009

Les Commissaires Aux Comptes,

MAZARS

EREC Associés

Raymond PETRONI

Didier LECHEVALIER